

Contexte de l'action syndicale

Août 2007. La crise financière marque l'entrée dans une crise systémique du capitalisme semblable à celle de 1929 dans la mesure où elle oblige le mode de production à se transformer, à se refonder. Le syndicalisme se trouve obligé de répondre globalement en terme à la fois de politique économique et de défense des intérêts collectifs des salariés. Sur ces deux terrains, l'existence des services publics est essentielle.

La crise c'est le moment où les mutations commencent. Une forme du capitalisme est en train de disparaître et d'autres formes sont possibles. Le champ des possibles, contrairement à l'image que le gouvernement et le Medef veulent nous vendre, est immense. La vogue actuelle de la défense des « communs » est symptomatique de cette construction et apporte des éléments de réponse qu'il faut prendre en compte pour reconstruire un projet de transformation sociale, pour définir une société qui sorte des critères du capitalisme.

Reconstruire des utopies, refonder notre vision de la société est un impératif catégorique pour retrouver une légitimité.

Nous vivons deux crises fondamentales qui s'alimentent. La crise du capitalisme incluant crise écologique et mutations climatiques et celle du mouvement ouvrier dans ses fondations mêmes depuis, au moins, la chute du Mur de Berlin.

Nos organisations syndicales se sont structurées dans les « 30 glorieuses ». Bastions ouvriers et développement des services publics ont été les deux mamelles de la force du syndicalisme. Aujourd'hui, démantèlement des grandes entreprises en petites unités de production, sous-traitance, un capitalisme soucieux de rentabiliser son capital à court terme par l'intensification du travail d'un côté et de l'autre privatisation des services publics sapent les bases du syndicalisme qui n'a changé ni ses fondations théoriques ni ses structures.

La victoire de l'idéologie libérale dans les années 1980 a joué un rôle important dans le recul du « collectif » et la domination d'un « individualisme » exacerbé. Il en résulte un éclatement entre les générations, ainsi qu'une déstructuration du sentiment d'appartenance à une classe sociale. Une classe sociale qui a changé. La précarisation renforce l'éclatement. La féminisation de cette classe fait que les droits des femmes doivent faire partie intégrante de notre plate forme revendicative et des luttes quotidiennes.

La lutte des classes, du coup, se mène à sens unique. Le patronat sait défendre ses intérêts. Des intérêts à court terme qui ne répondent en rien aux nécessités posées par la crise systémique du capitalisme. Que le gouvernement actuel réponde à ces impératifs est un non-sens total.

Les réponses évidentes à la crise écologique et aux mutations climatiques sont une bonne boussole pour appréhender les capacités d'une nouvelle industrialisation. La crise agricole fait la démonstration qu'une des réponses se trouve à ce niveau, dans l'organisation différente de la production agricole en lien avec les besoins des populations. Loin de l'impératif de la compétitivité.

Les mouvements autour du « Commun » réunissent beaucoup de jeunes qui cherchent un avenir dans un monde de plus en plus barbare. Le syndicalisme se doit de répondre à ces aspirations. La profondeur de la crise oblige à renouveler à la fois nos outils théoriques et nos pratiques.

Nicolas Béniès (Ecole Emancipée)